

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION DES
COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

N°IC 2004/9670

EP

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 23 novembre 2005, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1999, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement, autorisant L'E.A.R.L. ANDRIEU, sise à LAMBALLE, (MAROUE) au lieu-dit « Gautrel » à exploiter à cette adresse, un élevage porcin de 5 829 places. d'animaux équivalents ;
- VU la demande présentée le 15 février 2005 par l'installation classée « E.A.R.L. ANDRIEU », sise au lieu-dit « Gautrel » LAMBALLE, (MAROUE) en vue de la restructuration, à cette adresse, d'un élevage porcin, autorisé le 21 septembre 1999 pour 5 829 places animaux-équivalents, qui comprendra après travaux 5 388 places animaux-équivalents, par la reprise de l'élevage et des terres de M. PANSART
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur;

- VU** les délibérations des conseils municipaux de PLESTAN (02/06/2005) - BREHAND (01/07/2005) - LANDEHEN (02/06/2005) - MESLIN (12/05/2005) - NOYAL (07/06/2005) - PENGUILLY (12/05/2005) - SAINT-TRIMOEL (27/06/2005) ;
- VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU** les rapports de l'Inspecteur des Installations Classées en date des 30 décembre 2005 et 8 juin 2006 ;
- VU** l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 17 février 2006 ;
- VU** les avis généraux émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 24 octobre 1997 sur l'alimentation biphasé et le 26 juin 1998 sur les effectifs porcins ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'éleveur s'engage à pratiquer l'alimentation biphasé pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 -

- 1.1. - L'E.A.R.L. ANDRIEU, ci-après dénommé l'éleveur, sise à LAMBALLE (MAROUE) au lieu dit "Gautrel", est autorisée à exploiter à cette adresse, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 5 388 places pour animaux équivalent (PAE) réparties comme suit : 110 places maternité (330 PAE), 482 places gestantes-verrerie (1 446 PAE), 30 places quarantaine infirmerie (30 PAE), 3 086 places engraissement (3 086 PAE), 2 484 places post sevrage (496 PAE).
- 1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

Prescriptions particulières

2.1. - Effectifs :

- 2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 622 porcs reproducteurs (truies, verrats, cochettes), 3 086 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 2 484 porcelets sevrés de moins de 30 kg.
- 2.1.2 - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 560 porcs reproducteurs (truies, verrats, cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique...).

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphase :

2.2.1. - L'alimentation biphase déjà mise en place sera conservée et sera mise en place dès la mise en service de l'élevage contenu dans la restructuration et les constructions neuves.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.2.3. - En cas de non respect des normes "biphase CORPEN" le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

ARTICLE 3 –

Prescriptions particulières concernant le devenir des lisiers

3.1. - Une partie des déjections de cet élevage (38 880 unités d'azote) sera prise en charge par le GIE TRALISCO dont l'EARL ANDRIEU est membre.

3.2. - Pour les lisiers acheminés vers l'unité de traitement, un cahier d'enlèvement sera tenu à jour par l'éleveur avec la date et la quantité de lisier enlevé.

3.3. - En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de l'unité de traitement, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. L'inspecteur des installations classées sera immédiatement prévenu.

3.4. - En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt prolongé et après saturation des capacités de stockage, soit toute activité devra être interrompue sur le site et les animaux transférés dans des installations autorisées, soit les effectifs seront ajustés aux capacités d'exportation du plan d'épandage exploité en propre.

3.5. - Le traitement du lisier qui est déjà en fonctionnement devra être poursuivi.

ARTICLE 4 –

Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts.

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume total de 2 600 m³.

4.2. - Les épandages de lisiers bruts seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe du présent arrêté. Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.

ARTICLE 5 –

Résorption :

Alimentation biphase : 7 964 kg

Traitement : 27 964 kg

Transfert : 9 504 kg

Prélèvement restructuration : 2 215 kg

Azote non rapatrié : 652 kg dont 326 kg à la réserve intercantonnale

ARTICLE 6 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 7 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 8 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 9 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de LAMBALLE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « E.A.R.L. ANDRIEU ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « E.A.R.L. ANDRIEU » dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 10 -

La décision préfectorale susvisée du 21 septembre 1999 est abrogée et remplacée par le présent arrêté.

ARTICLE - 11

«Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

ARTICLE 12 -

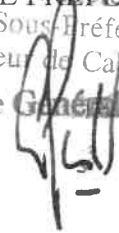
Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de LAMBALLE,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de LAMBALLE - LA MALHOURE - PLESTAN - BREHAND - LANDEHEN - MESLIN - NOYAL - PENGUILY - SAINT-TRIMOEL ;

SAINT-BRIEUC, le

20 JUIN 2006

POUR LE PREFET,
Le Sous-Prefet,
Directeur de Cabinet
Le Secrétaire Général
par intérim



Guillaume LAMBERT